

COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LAPRADE

PROCES-VERBAL **CONSEIL MUNICIPAL DU 15 SEPTEMBRE 2023**

Etaient présents :

Mesdames : Sandrine BAY-GUEDES - Marie-Claude BEAL - Sylvie BONNARDEL - Mireille DEFAY - Blandine DELEAU-FERRET - Françoise GUILLOT - Béatrice VIDAL – Adrienne WIERZBA

Messieurs : Francis CARDOSO - Guy CHAPELLE – Henri GIBERT - René HABOUZIT – Pierre LARGIER - Bernard NOUVET – Marcel RIBES - Julien UGGERI

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents ayant donné pouvoir :

Mesdames : Alexandra BEAUFORT (pouvoir à Blandine DELEAU-FERRET) - Odile DEFAY (pouvoir à Adrienne WIERZBA) - Patricia GIRE-JOUBERT (pouvoir à Francis CARDOSO) - Marie-Claire OMBRET (pouvoir à Mireille DEFAY) - Betty PEYRET (pouvoir à Françoise GUILLOT) - Delphine ROUX-CHARRIER (pouvoir à Marie-Claude BEAL)

Messieurs : Claude BRUYERE (pouvoir à Béatrice VIDAL) - Guillaume LASHERME (pouvoir à Henri GIBERT) - Lionel MALOSSE (pouvoir à Sandrine BAY-GUEDES) - Jérôme RIVAT (pouvoir à Bernard NOUVET) - Jean-Christophe VERA (pouvoir à Sylvie BONNARDEL)

Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Guy CHAPELLE.

Ouverture de la séance : 20H30

16 présents + 11 pouvoirs : quorum atteint et 27 votants

Présentation de l'ordre du jour :

- AFFAIRES GENERALES
 - Procès-verbal du conseil municipal du 7 juillet 2023
 - Rapport d'activité 2022 de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay
- URBANISME
 - Révision générale du Plan Local d'Urbanisme : Débat complémentaire sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables
 - Biens de section – Le Villard : Vente partielle de bien de section
- ECOLES
 - Heures d'études surveillées et de garderie dans les écoles publiques
- FINANCES
 - Forfait communal pour les écoles privées sous contrat d'association
 - Gestion des impayés de restauration scolaire
 - Participation financière pour l'enfouissement des réseaux de télécommunication - Avenue des sports
 - Concession d'aménagement du Quartier Durable de Naquera : garantie d'emprunt

➤ **RESSOURCES HUMAINES**

- Dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la FPT d'effectuer des travaux dits « réglementés »
- Convention avec le Conseil départemental de la Haute-Loire dans le cadre de la mutation d'un agent
- Recrutement d'un conseiller numérique dans le cadre d'un contrat aidé

➤ **AFFAIRES GÉNÉRALES**

- **Désignation d'un secrétaire de séance**

Madame Mireille DEFAY est proposée en tant que secrétaire de séance.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

- **Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 7 juillet 2023**

Une correction a été sollicitée. La version révisée est présentée à l'assemblée. Aucune nouvelle modification n'est demandée.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

- **Rapport d'activité 2022 de la Communauté d'Agglomération du Puy-en-Velay (CAPEV)**

La CAPEV a transmis son rapport d'activité 2022, disponible en téléchargement depuis le lien suivant : télécharger sur le site https://www.agglo-lepuyenvelay.fr/wp-content/uploads/2023/06/rapport-activite-2022-CC-22-juin-23_compressed-1.pdf. Il est rappelé que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale s'étend sur 72 communes. Les ordres du jour des conseils communautaires sont denses. Les sujets sont discutés et travaillés en amont au sein de commissions. Pour rappel, le Maire est membre des commissions « Finances Administration Générale » et « Mobilité Eau et Environnement », Mme Patricia GIRE-JOUBERT est membre des commissions « Aménagement Habitat et Ruralité et Action Sociale et Territoire » et « Développement Économique », M. Bernard NOUVET est membre des commissions « Culture Événementiel Sports » et « Appel d'offres ».

Une question est posée concernant l'augmentation du coût des transports scolaires. Cette compétence ne dépend pas de la communauté d'agglomération mais de la Région. Il est sur ce point ajouté qu'avec la mise en place de la carte « oùra » Auvergne Rhône-Alpes, des difficultés sont constatées avec l'impossibilité d'échelonner les règlements. Le prix des tickets et abonnements aux transports en commun de l'agglomération, TUDIP, a également évolué au regard de l'évolution des coûts de l'énergie. Malgré tout, leur utilisation demeure intéressante.

Le conseil municipal a pris acte du rapport d'activité 2022 de la CAPEV.

➤ **URBANISME**

- **Révision générale du Plan Local d'Urbanisme : Débat complémentaire sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document réglementaire qui traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols.

La commune a décidé de lancer la révision générale du PLU le 16 avril 2021. A ce titre, elle est accompagnée par le bureau d'études Réalités & Descoeur.

A la suite des validations des personnes publiques associées, le conseil municipal avait débattu des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) lors de sa séance du 5 mai 2023. Le PADD représente le projet politique des 10 prochaines années et constituera le socle de l'écriture du règlement du PLU et de définition du zonage.

Depuis l'organisation de ce débat, la commune a la possibilité de déclencher le sursis à statuer. A ce titre, les projets qui ne seraient pas en adéquation avec le PADD peuvent être suspendus voire refusés. Par ailleurs, le bureau d'études a retravaillé le PADD pour le développer, l'approfondir ou l'affiner. Des données quantitatives (évolution démographique, foncier, ...) sont ainsi présentées. Certaines sont en lien avec le Contrat de mixité sociale 2023-2025 de la commune. Cette contractualisation doit lui permettre de rattraper progressivement et de manière soutenable le seuil de 20% de logements locatifs sociaux sur son territoire. Le contrat sera signé en présence du Préfet le 29 septembre 2023 à la Mairie.

Le projet de PADD a été soumis à l'assemblée. Il a occasionné les échanges suivants :

- Il faut indiquer qu'il y a une école maternelle et une école élémentaire au bourg étant donné qu'il y a deux directions.
- La CAPEV est compétente en matière de gestion d'aires de covoiturage en l'occurrence celle de Malescot- Fay-la-Triouleyre.
- Le PLU actuel comporte une zone d'extension pour la zone d'activités, au nord de la RN88. Depuis son élaboration, une zone Natura 2000 a été identifiée sur ce périmètre. Aussi, le projet d'extension sera revu en conséquence dans le cadre de la révision générale du PLU.
- L'identité du village sera conservée avec un règlement limitant les constructions dans le bourg à R+2+combles. S'il n'est pas possible d'avoir des collectifs avec plusieurs étages, les engagements pris par la commune pour respecter le taux de 20% de logements locatifs sociaux pourront-ils être réalisés ? Le bureau d'études a été associé à l'élaboration du Contrat de mixité sociale et la municipalité a été attentive à ce que les objectifs définis en matière de production de logements locatifs sociaux soient tenus dans le cadre du projet de révision générale du PLU. Il est précisé que les objectifs assignés pour la période 2023-2025 sont déjà en bonne voie de concrétisation (57 logements). Dans le cadre de la révision générale du PLU, il est prévu d'instaurer une obligation de création de logements locatifs sociaux pour les projets de lotissements d'une certaine surface. L'identification du bâti abandonné ou vétuste peut aussi être une opportunité pour créer des logements locatifs sociaux. De plus, leur acquisition peut permettre de remobiliser les pénalités versées par la commune au titre du déficit en logements locatifs sociaux. La commune n'est pas ciblée pour les 10 ans à venir pour la réalisation d'un EHPAD par contre la création d'une résidence autonomie est bien engagée et les logements créés pourront être décomptés dans l'objectif assigné à la commune. Les projets d'accession sociale à la propriété peuvent aussi être pris en considération. La révision générale du PLU va correspondre à trois périodes de Contrat de mixité sociale sachant que les bailleurs sociaux n'ont pas de visibilité de leurs programmes à 10 ans. L'objectif de veiller à une répartition équilibrée et diversifiée des logements locatifs sociaux sur la commune et dans le respect de la morphologie du bâti existant est rappelé.
- Avec la raréfaction du foncier, une augmentation de la densité est attendue.

- Au sujet de la place de l'arbre au sein des espaces urbanisés, il est précisé que la commune a gagné un arbre dans le cadre du 1^{er} salon des Maires en Haute-Loire organisé en juin dernier. Des propositions d'endroits sont faites pour qu'il soit planté.
- Les toits terrasses végétalisés ne peuvent pas être refusés. L'évolution contemporaine de l'architecture implique également de ne pas être subjectif.
- Des sols argileux sont présents sur le Plateau de La Chaud, à l'ouest de Fay-la-Triouleyre. La CAPEV a sollicité une appellation d'origine protégée pour les argiles du territoire utilisées dans le secteur de la cosmétique afin de se démarquer de la concurrence polonaise.

Les documents qui présentent le projet de révision générale du PLU ont été mis en ligne sur le site internet de la commune et à disposition du public à l'accueil de la Mairie.

Le travail sur le zonage et sur le règlement a débuté et va se poursuivre tout le mois d'octobre.

Le conseil municipal a acté la tenue du débat sur le PADD.

○ Biens de sections – Le Villard : Vente partielle de bien de section

Comme évoqué lors du conseil municipal du 7 juillet dernier, de nombreux biens de sections sont présents sur la commune de Saint-Germain-Laprade.

Pour rappel, les biens de sections sont constitués d'immeubles (terrains ou bâtiments (fours, lavoirs, moulins, ...)). Ils représentent une mise en commun de biens dans un village. Il convient de ne pas confondre les biens de sections appartenant à la section et les biens communaux appartenant à la commune elle-même. L'élection de la commission syndicale en charge de gérer la section est opérée dans les 6 mois qui suivent les élections du conseil municipal. Sur la commune, aucune élection de commission syndicale n'a été organisée à la suite des dernières élections municipales. La commune règle donc les impôts de ces biens ainsi que les assurances.

Lors de la précédente séance du conseil municipal, il était question de biens publics présents sur des biens de sections. La présente situation est différente. Le 25 août dernier, un administré de la section du Villard a déposé une demande d'acquisition d'une partie du bien de section BI105, soit environ 330 m², pour régulariser la situation de sa maison située sur la parcelle BI 106. Il a fourni dans ce cadre un acte de propriété. La montée de grange, la terrasse et les espaces verts côté sud et ouest, utilisés depuis de nombreuses décennies, sont en effet implantés sur du bien de section. De plus, il souhaiterait agrandir sa maison pour une pièce supplémentaire côté ouest. Il ne pourra le faire qu'à partir du moment où il sera propriétaire du terrain.

La vente de bien de section ne peut être envisagée que si le demandeur est un électeur de la section (résident permanent de la section et inscrit sur les listes électorales de la commune).

La présente demande s'inscrit dans l'application des dispositions de l'article L2411-16 du Code Général des Collectivités Territoriales : « lorsque la commission syndicale n'est pas constituée, le changement d'usage ou la vente de tout ou partie des biens de la section est décidé par le conseil municipal statuant à la majorité absolue des suffrages exprimés, après accord de la majorité des électeurs de la section convoqués par le maire dans les six mois de la transmission de la délibération du conseil municipal. En l'absence d'accord de la majorité des électeurs de la section, le représentant de l'Etat dans le département statue, par arrêté motivé, sur le changement d'usage ou la vente. »

Il est donc proposé d'engager la procédure pour vendre le bien de section concerné à l'administré, à hauteur de 20 € / m². Ce prix avait été défini par l'Etablissement Public Foncier Auvergne pour des opérations foncières sur la commune. Le document d'arpentage sera effectué, aux frais de l'acquéreur, avant la consultation des 68 électeurs de la section qui serait à prévoir un samedi matin au mois de novembre 2023. Le fruit de la vente perçu par la commune, estimé à 6 600 €, sera enregistré dans une annexe budgétaire, sur l'état spécial de la section du Villard, et sera mobilisé pour la remise en état du four banal du village. Il est précisé qu'à terme, un état budgétaire spécial sera constitué pour chaque section.

A la suite de la présente décision, le Maire a donc 6 mois pour consulter les électeurs de la section. Une fois réalisée, une nouvelle délibération sera à prendre et devra être transmise à la Préfecture au titre du contrôle de légalité et pour qu'un arrêté préfectoral soit pris quant à la vente. Des démarches d'affichage seront à réaliser et la décision sera opposable pendant une certaine durée.

Après acquisition des biens de sections concernés, le propriétaire privé restera libre de les revendre au prix qu'il souhaitera.

Sur ce point à l'ordre du jour, il est ajouté que des biens sans maître sont présents sur la commune. Il s'agit de biens pour lesquels il n'y a pas d'héritier. Il serait possible de les intégrer au patrimoine de la commune. L'Etat est compétent en la matière et pourrait les céder à cette dernière.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

➤ ECOLES

○ Heures d'études surveillées et de garderie dans les écoles publiques

Le conseil municipal doit définir le nombre d'heures d'études surveillées et de garderie à régler aux enseignants pour l'année 2023-2024, ceci pour toutes les écoles de la commune. Au plus tard, les études surveillées se terminent à 17H30, les activités périscolaires prennent ensuite le relais.

Il est proposé la répartition respective suivante : 180 heures et 60 heures. Ce nombre d'heures est réparti selon le nombre de classes par école. Le taux horaire diffère en fonction de la nature de l'heure effectuée et du grade de l'enseignant.

Le nombre d'heures est sensiblement le même d'une année sur l'autre. Pour précision, sur l'année 2022, 129 heures ont été réglées, soit 2 726.96 €. Les versements sont faits directement aux enseignants concernés (4 enseignants en 2022).

VOTE : Approuvé à l'unanimité

➤ FINANCES

○ Forfait communal pour les écoles privées sous contrat d'association

Pour rappel, la participation des communes aux dépenses de fonctionnement des établissements d'enseignement privé du premier degré sous contrat avec l'État, à hauteur des dépenses de fonctionnement consenties pour les écoles publiques, est toujours obligatoire pour les élèves domiciliés sur leur territoire.

La participation de la commune, communément appelée « forfait communal », est calculée par élève des écoles publiques et par an en fonction du coût de fonctionnement de l'externat des écoles publiques de la commune.

Pour établir le coût d'un élève inscrit à l'école publique, la Commission Finances a réuni un groupe de travail le 27 juin 2023.

Le groupe de travail a fait l'analyse des différentes dépenses concernées qui ont été réglées pour le compte des écoles publiques en 2022 (fluides, fournitures, petits équipements et mobiliers, location de matériels (copieurs), personnel (ATSEM, entretien, administratif), transport (sorties scolaires hors séjour), animations, téléphonie, assurances, maintenance des équipements). Une quote-part pour certaines dépenses (fluides) a été prise en compte au regard de l'amplitude horaire de l'enseignement par rapport à l'ouverture journalière des écoles. Les dépenses présentées et leur évolution entre les exercices font l'objet de commentaires de la part de l'Adjointe aux finances.

Pour l'année 2022, le montant total des dépenses retenues pour le calcul s'élève à 259 821.83€ avec un effectif de 320 élèves dans les écoles publiques à la rentrée 2022-2023. Le forfait moyen communal a été établi à hauteur de 811,94 € / élève, à savoir 15.76 € de moins que le précédent (montant total de dépenses de 267 347.97 € et effectif de 323 élèves).

Pour l'école privée « La Source » présente sur la commune, le versement de la contribution s'effectuera en trois fois, conformément à la convention établie avec l'établissement et selon le nombre d'enfants inscrits en maternelle et en élémentaire au 1er février, au 1er mai et à la rentrée de septembre. A titre indicatif, une prévision budgétaire a été inscrite à hauteur de 50 000 € pour cet établissement. Au regard des effectifs 2023, le versement total représentera 47 633 €.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

○ Gestion des impayés de restauration scolaire

Les factures établies pour la restauration scolaire sont payables sous 30 jours à partir de la date comptable d'émission. Au 31ème jour, une famille qui n'a pas réglé une facture est en situation d'impayé. Les régies du SIVOM de Fleuve en Vallées et de la commune s'emploient alors à effectuer des relances. Les factures qui n'ont pas pu être régularisées sont transmises au Service de Gestion Comptable avec un titre exécutoire pour recouvrer les sommes dues.

Les situations d'impayés sont chronophages pour les services. Par ailleurs, des situations d'impayés persistent et s'aggravent. Il n'est pas simple de détecter les familles qui sont confrontées à des difficultés financières. Les défauts de règlements sont majoritairement liés à des oublis (95% des situations).

Il est proposé de modifier la gestion des impayés pour identifier plus facilement les familles en difficultés financières afin d'être en mesure de les accompagner. Si elles ont déjà des dettes, des devis seront réalisés à chaque nouvelle demande de réservation pour qu'elles puissent suivre leur endettement, éviter le surendettement et demander des aides auprès des partenaires, dont le CCAS. Il pourra aussi leur être proposé de faire un dossier d'étalement de dettes.

Par conséquent, dès la rentrée 2023-2024, il s'agirait de supprimer les relances en mettant en place une procédure de paiement plus incitative : blocage des inscriptions et des réservations sur l'espace famille dès lors qu'une facture ou une somme de factures supérieure ou égale à 10 € n'a pas été payée au 46ème jour. Les inscriptions resteront seulement possibles par les services du SIVOM sur le logiciel. En cas d'oubli, avec le blocage de son inscription, la famille régularisera sa situation dans les meilleurs délais.

L'objectif de cette démarche est d'éviter, dans la mesure du possible, les procédures de contentieux. Les présentes dispositions seront aussi appliquées aux règlements du Centre de loisirs.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

○ **Participation financière pour l'enfouissement des réseaux de télécommunication - Avenue des sports**

La situation ci-après avait été présentée lors du conseil municipal du 3 février 2023. Il était question d'interroger le Syndicat Départemental d'Énergies de la Haute-Loire et l'entreprise CEGELEC sur ce dossier.

Pour rappel, des travaux ont été réalisés sur l'Avenue des Sports, en lien avec le Département, pour permettre les mobilités douces. En coordination avec les travaux de renforcement / restructuration des réseaux basse tension et éclairage public qui ont été menés, la maîtrise d'ouvrage des travaux de dissimulation des réseaux télécom avait été confiée au Syndicat Départemental d'Énergies de la Haute-Loire et l'intervention avait été réalisée par l'entreprise CEGELEC.

En juillet 2020, la commune de Saint-Germain-Laprade avait délibéré pour participer financièrement à l'enfouissement des réseaux télécom à hauteur de 959,59 € TTC.

Cependant, l'entreprise en charge de l'étude d'exécution des travaux Basse Tension et du chiffrage des travaux télécom ainsi que de la coordination de l'enfouissement des différents réseaux a, par erreur, sous-estimé les quantités du devis estimatif des travaux télécom. La vérification des travaux réellement nécessaires et effectués avait amené à constater un dépassement de la participation à appeler auprès de la commune de 10 924,08 €.

Le SDE 43 avait donc sollicité la commune pour que la précédente décision soit annulée et pour la prise d'une nouvelle délibération pour la participation de la commune à hauteur de 11 883,67€, après déduction de la participation du SDE 43.

A la suite des sollicitations conjointes de la commune et du SDE 43, CEGELEC a fait un geste commercial ce qui permet de revoir à la baisse la participation de la commune. Cette dernière s'élèverait à 9 070,07 €.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

○ **Quartier durable de Naquera : Garantie d'emprunt**

Courant 2022, la Société Publique Locale du Velay a réalisé deux emprunts pour un montant total de 1 100 000 € afin d'acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du lotissement et de réaliser les travaux d'aménagement. Ces deux emprunts ont été contractés auprès du Crédit Agricole. La commune a été sollicitée pour se porter garante à hauteur de 80% de la somme totale empruntée (article 19 du Traité de Concession).

Afin de combler le déficit de trésorerie, un troisième emprunt apparaît nécessaire sur l'année 2023 à hauteur de 270 000 €. Le décalage de trésorerie sur l'année en cours est dû au lancement tardif du marché de travaux en 2022, consécutif à l'intégration ou non du réseau de chaleur sur l'opération, et donc à un décalage du démarrage du chantier. Initialement, la consultation devait être lancée en mai 2022 et le début des travaux était prévu en septembre de la même année. Aussi, les ventes qui étaient envisagées sur la fin d'année 2023, le seront sur le début de l'année 2024.

Après vérification, au regard de la nature du besoin, la sollicitation d'un prêt court terme était requise et non une ligne de trésorerie. La SPL a donc lancé une nouvelle consultation. Cinq établissements bancaires ont été sollicités (Crédit Agricole, Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Banque Populaire et Crédit Mutuel) pour la souscription de ce nouvel emprunt. Seule une banque a répondu avec trois propositions de conditions de remboursement. Les taux présentés sont hauts et ne cessent d'augmenter. Le choix de la SPL s'est porté sur un emprunt d'une durée de 2 ans avec un remboursement du capital in fine et un taux fixe de 4.98%.

La commune doit délibérer pour se porter garante à hauteur de 80 % du montant de l'emprunt.

Le Maire profite de ce point à l'ordre du jour pour présenter les démarches de communication entreprises par la SPL pour commercialiser les lots du nouveau quartier. Pour ce qui concerne les macro-lots, qui vont accueillir du logement locatif social, les projets sont en cours de validation par Alliade Habitat.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

➤ **RESSOURCES HUMAINES**

- **Apprentissage : Dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la Fonction Publique Territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés »**

La procédure de dérogation pour la réalisation de travaux interdits par des mineurs d'au moins 15 ans est présentée aux articles 5-5 à 5-12 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et la sécurité dans la Fonction Publique Territoriale.

La dérogation doit faire l'objet d'une délibération pour permettre une exception aux travaux réglementés pour une durée de 3 ans. La décision doit être transmise à l'ACFI (Agent Chargé de la Fonction d'Inspection) et au CST (Comité Social Territorial du Centre de Gestion) après l'accomplissement de diverses obligations (document unique à jour, information (par la collectivité) et formation (par l'établissement d'enseignement) du jeune, avis médical, notamment).

La décision du conseil municipal s'appliquera au secteur d'activité « jardinier paysagiste » des services techniques de la collectivité pour donner suite à la décision de recrutement d'un jeune en apprentissage pour la rentrée scolaire 2023/2024. Les travaux sur lesquels porte la dérogation, les formations professionnelles concernées, les lieux de formation connus et les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer le jeune pendant ces travaux sont présentés. Préalablement à l'arrivée de l'apprenti, le service « Prévention » du Centre de gestion avait été sollicité pour réaliser une étude du poste et des situations de danger.

Il est précisé que l'apprenti a commencé son contrat aux services techniques depuis début septembre et que son travail donne satisfaction.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

○ **Convention avec le Conseil départemental de la Haute-Loire dans le cadre de la mutation d'un agent**

Un agent communal a sollicité sa mutation au sein des services du CD43. Le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

Dans le cadre d'un arrangement entre la commune et la CD43 afin de permettre à l'agent d'intégrer son nouveau poste dans les meilleurs délais, soit au 2 novembre 2023, il a été convenu que les jours présentés sur le CET de l'agent, soit 5 jours, ne seront pas posés avant son départ. Par conséquent, un versement, estimé à 741 €, sera à faire au CD43. Les engagements de chaque partie seront présentés dans une convention qui sera établie à la mutation effective de l'agent.

VOTE : Approuvé à l'unanimité

○ **Recrutement d'un conseiller numérique dans le cadre d'un contrat aidé**

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article L 313-1 du Code général de la Fonction publique. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

La commune de Blavozy met à disposition de la commune de Saint-Germain-Laprade une conseillère numérique depuis plusieurs mois. L'agent effectue des permanences tous les 15 jours au Centre culturel pour accompagner les habitants. Les missions sont réalisées dans le cadre d'un contrat aidé et aucune participation n'est sollicitée auprès de la commune de Saint-Germain-Laprade.

Le contrat de l'agent prend fin au mois d'octobre. Il s'avère qu'il est possible de maintenir des financements sur un tel poste avec un reste à charge de la collectivité.

Les missions de l'agent répondent à un besoin de la population. Le bureau municipal du 30 août 2023 avait considéré qu'il serait dommage de ne pas poursuivre l'expérience. Aussi, il avait émis un avis positif pour reprendre le contrat aidé à compter du mois d'octobre.

Le jour même du conseil municipal, des précisions sur les conditions d'établissement du contrat et de financement ont été apportées par les services de l'Etat. Au regard de ces informations tardives, il a été proposé de différer la prise de décision.

Point ajourné au conseil municipal du mois d'octobre 2023

➤ **DECISIONS DU MAIRE**

- **10-2023** : Etude programmation restructuration écoles du bourg
- **11-2023** : Souscription d'une ligne de trésorerie de 500 000 €
- **12-2023** : Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le suivi de l'étude de programmation en vue de la restructuration des écoles maternelle et élémentaire du bourg

➤ **QUESTIONS DIVERSES :**

- **Calendrier :**
 - 29/9/2023 : Signature du Contrat de mixité sociale 2023-2025
- **Travaux et espaces verts :**
 - Les travaux d'aménagement des extérieurs du complexe sportif se poursuivent.
 - Un nouvel agent a intégré les services techniques début septembre (remplacement d'un agent). La prise de poste se passe bien.
- **Ecoles et restauration scolaire :**
 - La rentrée scolaire s'est bien passée. Le détail sera présenté lors de la commission « Ecoles » du mois d'octobre. Une inquiétude est partagée sur les effectifs des écoles du bourg. Les services techniques municipaux sont remerciés pour leur travail au sein des bâtiments pendant la période estivale.
 - A la rentrée, des changements ont été opérés dans l'organisation des services du restaurant municipal. Ils concernent le bourg et l'école de Fay-la-Triouleyre.
 - Pendant les congés d'été, le SIVOM de Fleuve en Vallées a fait le plein d'inscriptions. Le problème de chaleur dans leurs locaux est souligné. Un contrôle des services de Jeunesse et Sports a eu lieu fin juillet. Une visite sur site a été proposée pour qu'ils se rendent compte des réalités de terrain.
- **Politique de la ville :**
 - Le Comité de jumelage a été mis en sommeil. La mairie doit reprendre contact avec ses homologues italiens et espagnols pour déterminer la poursuite de cet échange culturel.
- **Sécurité, environnement et cadre de vie :**
 - La prochaine organisation de la Foire bio est en cours.
 - L'atelier « Ne jetez plus, réparez » va être relancé.

- **Finances :**
 - La Région Auvergne Rhône-Alpes a notifié une aide de 200 000 € pour le projet de rénovation – extension du complexe sportif – salle polyvalente.

- **Ressources humaines :**
 - Un recrutement pour remplacer un agent a été réalisé au niveau du restaurant municipal. Deux candidats avaient été reçus en entretien.
 - Deux appels à candidatures sont en cours dans le service Moyens généraux pour des postes administratifs.

- **Séisme au Maroc :**
 - L'Association des Maires de France a adressé une proposition pour venir en soutien aux populations. Il est proposé de présenter ceci à l'ordre du jour du prochain conseil.

Fin de séance : 23H25

COMMUNE DE SAINT-GERMAIN-LAPRADE

PROCES-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 15 SEPTEMBRE 2023

Signatures :

Le Maire
Guy CHAPELLE



La Secrétaire de séance
Mireille DEFAY